HAL
open science

Nouvelles pratiques artistiques dans des quartiers d'habitat social : potentiels et institutionnalisation de la participation contributive informelle

Marie Kenza Bouhaddou

To cite this version:

Marie Kenza Bouhaddou. Nouvelles pratiques artistiques dans des quartiers d'habitat social : potentiels et institutionnalisation de la participation contributive informelle. 3e journées doctorales GIS " Participation du public, décision, démocratie participative ", GIS Démocratie et participation, Nov 2013, Bordeaux, France. hal-04027189

HAL Id: hal-04027189

https://hal.science/hal-04027189v1

Submitted on 16 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nouvelles pratiques artistiques dans des quartiers d'habitat social : potentiels et institutionnalisation de la participation contributive informelle

Marie Kenza Bouhaddou

Dans les quartiers d'habitat social, depuis une quinzaine d'années, des organismes de logement social soutiennent des pratiques artistiques. Ils s'impliquent alors, soit en faisant appel à des artistes soit en conduisant eux-mêmes un projet. Ils peuvent voir ces projets comme une façon de pacifier des quartiers en mutation (Blondiaux, 2008) en relation avec le vivre-ensemble, la lutte contre la ségrégation, le lien social ou la mixité.

Ces pratiques artistiques sont plurielles dans leurs formes, leurs enjeux et leurs échelles et font appel à des compétences mêlées. Elles impliquent des habitants. Dans la mesure où elles s'appuient sur une co-construction, elles développent des temps et des espaces où les habitants participent de façon informelle, en dehors des dispositifs traditionnels, des espaces dans lesquels habitants et acteurs peuvent devenir porteurs, et où l'espace politique et professionnel est reconfiguré.

Mon propos s'appuie sur ma thèse en cours : *Logement social et nouvelles pratiques artistiques* centrée sur l'étude des relations entre deux types d'acteurs : les organismes de logement social et les porteurs de nouvelles pratiques artistiques. Il s'attachera à montrer comment ces pratiques ouvrent de nouvelles modalités de participation, dans le cadre d'une participation contributive (Zask, 2011) en dehors des dispositifs traditionnels et comment leur équilibre fragile les conduit vers une certaine forme d'institutionnalisation, ou tout au moins vers des jeux de pouvoir.

Afin de décrire les nouvelles pratiques artistiques que j'ai pu observer, je m'attacherai à montrer les limites des dispositifs participatifs, pour revenir à une définition contributive de la participation. Au travers de l'analyse d'un projet lyonnais : *Prenez Racines !*[1], une pépinière urbaine co-construite avec les habitants, j'expliquerai comment ces pratiques permettent de générer des espaces, en dehors des dispositifs, où les habitants participent à la fabrication du projet mais aussi comment ces espaces tendent à être récupérés par l'ensemble des acteurs du projet.

[1] Site Internet de *Prenez Racines !* www.prenezracines.tb6380.com

Limites et institutionnalisation des dispositifs de participation

Au regard de la progressive institutionnalisation des dispositifs participatifs, de la structuration, de la professionnalisation des acteurs et de la difficulté de faire participer l'ensemble des habitants, on peut se demander si la participation telle qu'elle est comprise dans ces dispositifs répond à l'entrée en démocratie des habitants des quartiers d'habitat social et si elle reconnaît une légitimité entière à l'ensemble des acteurs non institutionnels qui en expriment pourtant la demande.

La participation, comme le propose Joëlle Zask, se décline suivant trois niveaux d'actions: prendre part, apporter une part, et recevoir une part (Zask, 2011). Prendre part suppose une diversité de points de vue, de pratiques et d'engagement, ainsi qu'une interaction entre l'individuel et le social. Apporter une part implique une dimension de contribution fondée non plus sur la socialisation des individus et la formation de leur esprit public mais sur la transformation des groupes par la participation. Enfin, recevoir une part suppose l'idée d'un bénéfice (Zask, 2011).

Dans les dispositifs, il existe deux façons de s'organiser pour participer, la première est une démarche ascendante issue de revendications citoyennes, tandis que la seconde est une démarche descendante directement impulsée par les pouvoirs publics. Je n'évoquerai ici que les démarches dites *bottom up*[1] dans la mesure où les dispositifs descendants sont porteurs de nombreux paradoxes et dont les limites sont par ailleurs avérées (Donzelot, 2007).

L'*empowerment* dépasse le simple cadre des mobilisations civiques pour, se généraliser et s'organiser. Le principe de la capacitation est une prise d'autonomie qui suppose une structuration en organisations. On peut s'interroger sur la capacité effective de ces organisations à transformer les rapports de force, de genre ou les logiques consensuelles[2] et à renverser le rapport entre individuel et collectif. Quel est leur pouvoir émancipateur ? Permettent-ils de légitimer l'ensemble des acteurs, notamment des habitants non organisés et

[1] Ascendante
[2] Marie-Hélène BACQUE, Colloque UNESCO « Les *community organizings* », ENTPE de Vaulx-en-Velin, 14-17 mars 2012

non structurés ? Permettent-ils à tous de participer ? La « reconquête des quartiers »[1] doit-elle nécessairement passer par les modes d'organisation et de structuration de l'*empowerment* ?

En effet, les *community organizings* s'ils ont pu permettre l'émergence de contre-pouvoirs citoyens portent certains paradoxes. Ils donnent l'illusion que les individus ont capacité à se saisir de l'ensemble des problèmes et à les résoudre[2] (Alinsky, 1989, Freire, 2007). Ils peuvent laisser penser que tout un chacun peut participer au processus démocratique mais finalement seuls ceux qui sont formés, structurés et organisés exercent réellement un contre-pouvoir[3]. Enfin, leur forte structuration conduit à une institutionnalisation, le résultat est un affaiblissement du discours politique à mesure que l'organisation se structure[4].

Que traduit cette vision de la communauté? Pour Negri il s'agit d'un « processus constituant » qu'il faut penser en termes de transversales, d'interstices, de mouvements, de devenirs et de multiplicités culturelles. La vision des *community organizings*, héritée d'une culture managériale peut-elle rendre compte de cette complexité (Negri, 2010, 195) ? Le terme de communauté revêt pour Joëlle Zask plusieurs sens elle différencie commun et collectif, commun et communauté. Pour elle, la communauté se rassemble par accords réciproques, se caractérise par son lieu géographique ou par les liens établis sur ce lieu et se mobilise d'autant mieux qu'elle est déjà constituée. Le commun et la communauté supposent non seulement des habiletés mais reposent sur la reconnaissance des savoirs des citoyens d'une part, et sur leur légitimité d'autre part.

Les savoirs des habitants peinent à être pris en considération, comme le montrent les travaux d'Agnès Deboulet et Héloïse Nez (Deboulet, Nez, 2013). Leur prise en compte semble indispensable si l'on se place dans l'optique de faire participer le plus grand nombre d'individus. Pour autant, ils existent et se caractérisent par une capacité d'écoute, de traduction, une aptitude à composer avec d'autres : en d'autres termes, un « savoir communiquer » [5]. Toutefois le regard porté sur les « habiletés » des habitants reste emprunt

[1] Jacques DONZELOT, Colloque UNESCO « Les community organizings », ENTPE de Vaulx-en-Velin, 14-17 mars 2012
[2] Hélène BALAZARD, Colloque UNESCO « Les *community organizings* », ENTPE de Vaulx-en-Velin, 14-17 mars 2012
[3] Joan Minieri, Colloque UNESCO « Les *community organizings* », ENTPE de Vaulx-en-Velin, 14-17 mars 2012
[4] Marie-Hélène BACQUE, Colloque UNESCO « Les *community organizings* », ENTPE de Vaulx-en-Velin, 14-17 mars 2012
[5] Héloïse NEZ, Rencontres RAMAU, « Les métiers de l'urbanisme et de l'architecture à l'épreuve de l'implication des habitants », Ecole Nationale Supérieure d'architecture de Paris La Villette, 22 novembre 2012

d'un certain paternalisme, et il n'est pas rare qu'ils soient jugés inaptes à traiter des questions qui pourraient dépasser leur intérêt immédiat[1], ils se voient alors réduits à être consultés soit sur des questions aux enjeux moindres, soit à traiter de questions dont le choix final ne leur incombera pas.

Les habitants, au même titre que les autres acteurs, formulent des demandes de légitimité, qu'ils soient organisés ou non. Ce sont des demandes de reconnaissance d'un statut politique, qui sera plutôt accordé aux groupes organisés qu'aux habitants non-structurés. Comment les habitants peuvent-ils être considérés pas seulement comme des acteurs à consulter mais comme des partenaires du projet urbain, social et politique ?

En résumé, les paradoxes véhiculés par les dispositifs participatifs sont tels qu'il apparaît nécessaire de repenser aussi bien les modalités de cette participation que ses dispositifs et ce, dans le but d'envisager une participation davantage contributive.

Participation contributive et espaces informels de participation

Lorsque les finalités et les enjeux de la participation échappent aux habitants, ces derniers se bornent alors à « faire figure » de participants au sens où Goffman l'entend lorsqu'il définit le terme de *performer* (Goffman, 1976).

Ce qui sous-tend cette participation contributive proposée par Joëlle Zask est un « être ensemble » qui se définit en termes de sociabilité (Zask, 2011, 33). Elle se manifeste aussi par une qualité d'association fondée sur l'égalité, le libre engagement, l'échange et la réciprocité, ainsi que sur une dimension informelle.

La dimension d'informel désigne ce qui est spontané, en dehors des règles établies, officieux ou improvisé comme elle est donnée dans le champ de l'éducation (Lindeman, 1926 cité par Smith, 1997). Le terme « informel » se retrouve dans des notions relevant aussi bien des champs de l'éducation, de l'économie, de la communication ou encore de l'urbanisme et s'appuie sur ce que Goffman entend avec sa notion de « tact » : une tension entre règle et spontanéité, une disposition de créer avec l'autre une situation partagée, une interaction (Goffman, 1976).

[1] Héloïse NEZ, conférence « A qui sert la démocratie ? », Centre social du Sanitas, Tours, 30 janvier 2013

Pourquoi rapprocher le terme de participation de celui d'informel quand la littérature scientifique n'entend par participation que ce qui est compris au sein des dispositifs participatifs ? Il me semble que ce qui est au cœur de la participation :le pouvoir d'agir se joue aussi dans ces espaces informels.

L'un des aspects importants de cette informalité est l'idée d'expérience du quotidien, en tant que valeur formatrice et d'invention comme le souligne Michel De Certeau. Celle-ci s'organise suivant des stratégies, des ruses, un « faire-avec », des pratiques réfractaires, des mécanismes de résistance et des bricolages. Elle concerne aussi le champ de l'oralité et le « parler en dehors du cadre » (De Certeau, 1990).

La participation dans des espaces non rattachés à des institutions est une co-construction. Cette expression s'appuie sur les confusions entre information, consultation et participation. Il existe plusieurs niveaux de participation : un premier niveau qui correspond à l'éducation des participants ; un deuxième dit de « *coopération symbolique* »; et un troisième dit de « *pouvoir effectif des citoyens* » (Donzelot, Epstein, 2007). Pourquoi pas un quatrième niveau qui serait celui d'une participation spontanée en dehors des dispositifs, une participation fondée sur l'informel ? Cette co-construction suppose le partage d'un commun et d'une vision du collectif. Comment alors intégrer ces savoirs qui restent inaudibles dans les dispositifs de participation traditionnels tout en sachant que ce sont ces mêmes savoirs qui sont mobilisés dans les espaces informels de participation.

La participation fait certes participer et tend à faire participer l'ensemble des citoyens, mais par là-même elle les exclut aussi. Elle se veut incluante mais de fait elle est aussi excluante. Alors, puisque les dispositifs participatifs ont montré des limites en matière de représentativité, il me semble important de revenir sur le sens de la participation pour expliquer que ce caractère informel peut apporter des façons alternatives de faire participer les habitants.

Pour faire exister la participation en dehors des dispositifs, il s'agit, comme le suggère Jacques Donzelot[1], de changer le dispositif lui-même pour travailler sur l'établissement de liens faibles[2] et sur les dimensions affectives et émotionnelles. Adil Jazouli a montré que bien que les quartiers d'habitat social soient peuplés de personnes qui s'entraident et s'organisent,

[1] Jacques DONZELOT, Colloque UNESCO « Les *community organizings* », ENTPE de Vaulx-en-Velin, 14-17 mars 2012
[2] Id.

les actions de leurs habitants restent invisibles aux yeux des institutions, elles peinent à être traduites sur le plan politique et administratif et ne sont pas considérées comme des projets « publics ». (Jazouli, 1995, Neveu, 2007, 99).

Nous verrons comment au travers du projet *Prenez Racines !* des habitants s'organisent et inventent des espaces informels de participation et nous nous demanderons si le fait de se trouver en dehors des dispositifs permet d'échapper alors à l'institutionnalisation.

Prenez Racines ! Une expérimentation artistique oscillant entre institutionnalisation et mobilisation des habitants dans des espaces informels, en dehors des dispositifs participatifs

Prenez Racines ! a été initié en 2009 et s'inscrit dans l'opération de renouvellement urbain du quartier Mermoz dans le 8e arrondissement de Lyon. Il est né d'un désir conjoint de l'artiste Thierry Boutonnier et de la Mission de Coopération Culturelle de la Ville de Lyon. de co-construire une pépinière urbaine d'une quarantaine d'arbres, choisis et soignés par les habitants du quartier qui en sont les parrains, dans l'espace résiduel de la démolition d'une barre HLM.

Ce projet s'inscrit dans la lignée de l'art contextuel, relationnel et participatif, et l'artiste se décrit lui-même comme héritier de la pensée de Joseph Beuys, mais son travail pose des enjeux politiques, sociaux, urbains qui par leur intrication débordent cette lignée esthétique.

Du point de vue méthodologique, j'ai mis en place plusieurs stratégies d'observation. Mon positionnement géographique ne me permettant pas d'être au quotidien sur le site du projet, j'ai choisi d'une part, d'être présente pendant les temps forts, en ménageant des temps d'entretiens avec les acteurs, et d'autre part, de participer à un projet artistique connexe ayant pour sujet la pépinière : un film documentaire co-écrit avec la réalisatrice Sophie Fueyo[1].

Le projet connaît une certaine forme de récupération, de la part des élus, des acteurs techniques mais aussi de l'artiste et des habitants impliqués qui apparait au travers de l'analyse des Rencontres *Prenez Racines !*[2], de leur synthèse, d'entretiens et de notes de comités de pilotage, je montrerai comment ce dernier est utilisé par les différents acteurs à des

[1] *Aux arbres citoyens. Un essai poético-révolutionnaire*, film documentaire réalisé par Sophie Fueyo, avril 2013
[2] Les « Rencontres *Prenez Racines !* » se sont déroulées le 29 mars 2013 au Musée Gadagne àLyon. Elles rassemblaient à l'initiative de l'artiste et de la MJC Laënnec, l'ensemble des acteurs mobilisés autour du projet sous la direction de l'historien de l'art Paul Ardenne.

fins de récupération. Je précise qu'il me parait délicat de parler uniquement d'institutionnalisation, mais il semble clair que si l'institutionnalisation n'est pas avérée dans tous les cas, des tentatives de récupération et des jeux de pouvoir sont à l'œuvre.

Pour les élus il s'agit avant tout d'un macro projet politique qui se décline en plusieurs dimensions : sociale, urbaine, environnementale et artistique.

Pour le président de Grand Lyon Habitat, conseiller à la Mairie du 8e arrondissement de Lyon et à la Région Rhône-Alpes, il s'agit d'un projet éthique de justification de l'intervention du bailleur dans ce quartier touché par de lourdes transformations urbaines et sociales, dans une visée curative : un outil de création de lien social et de mixité. Il s'agit pour lui de « créer les conditions d'une mixité sociale », dans le but de « casser les processus ségrégatifs », « d'apporter un supplément d'âme, une raison d'être aux habitants de ces quartiers » qui à l'entendre, en manqueraient. Il met en lien déficit artistique et déficit de sociabilités. Pour l'élue à la culture du 8e arrondissement, *Prenez Racines !* a visé à « dépasser le vivre ensemble » et devrait permettre de « s'approprier des concepts très éloignés du quotidien ». Elle utilise elle aussi un argumentaire autour de la dimension de « supplément d'âme », dans la mesure où ce projet lui permettrait de créer les conditions d'un dialogue avec les habitants. Il est sans doute davantage question de toucher la population de son quartier[1] et de disposer d'un outil de démocratie participative dont l'objectif serait de « faire émerger les habitants-acteurs de leur vivre ensemble »[2]. Pour l'élu à l'habitat à la ville de Lyon, *Prenez Racines !* s'inscrit aussi dans un projet politique dont la visée est de créer une passerelle entre le social et l'environnemental dans les quartiers prioritaires. Il s'agit avant tout d'un projet de démocratie participative qui réside dans « la capacité que les habitants puissent se projeter dans l'avenir du quartier, s'approprier et laisser une trace », qui devrait favoriser, par son pouvoir fédérateur « la qualité du vivre ensemble ». Lorsqu'il parle de « sélectivité territoriale », bien qu'il appuie son propos sur le handicap des territoires dits prioritaires, il sous entend que l'art puisse être vu comme un outil de sélectivité et s'inscrire ainsi dans une dynamique de villes créatives[3] (Florida, 2002 Vivant, 2009).

Pour les acteurs techniques si les enjeux sont différents, les tentatives de récupération existent. Il est à noter qu'ils opèrent un rapprochement en termes de méthodologie de travail : un

[1] Marie-Françoise DEHARO, Entretien du 7 juin 2013, Mairie du 8e arrondissement de Lyon
[2] Marie-Françoise DEHARO, « Rencontres *Prenez Racines !* » Musée Gadagne de Lyon, 29 mars 2013
[3] Louis LEVEQUE, « Rencontres *Prenez Racines !* », Musée Gadagne de Lyon, 29 mars 2013

travail de terrain et de proximité proche de celui des travailleurs sociaux. Ce rapprochement pour la médiatrice de la MJC va jusqu'à utiliser presque systématiquement « on » et « nous » pour parler de l'équipe-projet, rendant flous le rôle et les limites de l'artiste. Pour le coordinateur du centre social, le propos a une visée sociale et curative. Il va aider à rendre visible la parole habitante, à la libérer, à lutter contre l'enfermement, voire à guérir le quartier.

Pour les acteurs de la Mission de Coopération Culturelle de la Ville de Lyon, le discours est plus distancié, il s'agit d'une part, d'utiliser *Prenez Racines !* comme un outil de démocratie participative en vue d' « une négociation » et d' « un travail en commun « . d'œuvre culturel ».

Pour l'artiste, les enjeux et jeux de pouvoir se font à la fois avec le bailleur et les personnes qui pourraient donner une visibilité à son projet (chercheurs et autres artistes). Ainsi, il détourne le jargon urbanistique, précisant les acronymes « CUCS : Contrat Urbain de Cohésion Sociale », « ANRU : Agence Nationale de Renouvellement Urbain » comme pour montrer sa maîtrise. Ce « faire comme »[1], se traduit aussi par des références aux acteurs de la maîtrise d'œuvre, en déclinant les images du chantier (il est vêtu d'un bleu de paysagiste et d'un casque de chantier, les enceintes de la pépinière sont des barrières de chantier, on découpe du ruban de chantier pour l'inauguration). Il cultive la métaphore entre habitants et arbres, qui sont plantés, puis arrachés et transplantés, tout comme les personnes relogées. *Prenez Racines !* est une injonction à l'immobilité contre les transformations urbaines, le parallèle peut être poursuivi jusqu'au positionnement des arbres de la pépinière dans le projet ANRU, tout comme les habitants, au milieu des nouveaux arrivants garants d'une mixité désirée politiquement. L'utilisation de l'humour « comme arme des dominés » est aussi une façon de déplacer les lignes et il semble que la mise en mots métaphorique et poétique participe aussi du processus artistique. Il joue aussi sur les mots « domestiquer », « élever », « culture » ou « animer », expliquant que la domestication est une histoire de soin et d'élévation (là où on attendrait « élevage ») et non de domination

Les Rencontres *Prenez Racines !* ont eu un véritable enjeu de visibilité qui a permis de légitimer le projet à la fois auprès des institutions (politique de la Ville, Ville de Lyon, Mairie d'arrondissement, bailleur social), des acteurs techniques (MJC, centre social, mission de coopération culturelle de la Ville de Lyon) et des mondes de l'art : artistes (Monte Laster,

[1] Stéphane TONNELAT, Séminaire « Lieux et enjeux », Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine, décembre 2012

l'Atelier des Friches, KomplexKapharnaum, Dan Harvey), institution artistique (Beaux-Arts) et historien de l'art reconnu (Paul Ardenne).

Par ailleurs, l'artiste met en place des stratégies de détournement et de dérision de l'institution. Ainsi, lorsque pour définir l'organisation avec les habitants, il utilise un *paperboard* sur lequel il inscrit « actions » et « objectifs » comme un *manager* d'équipe et n'hésite pas à réaliser un tableau de bord, instaurer un ordre du jour et faire des comptes rendus mais quand on lui demande combien il a reçu (en paiement) il répond « plein d'amour »[1].

Une tentative de récupération de la mobilisation des habitants s'est opérée lorsqu'un groupe a manifesté le souhait d'occuper une partie de site avec un potager partagé. Aujourd'hui ils ont été approchés par le Réseau des Jardins Partagés qui leur a proposé plusieurs formations. La mobilisation des habitants est rapidement repérée pour être organisée et structurée et en partie reprise pour le compte du Réseau qui parlant de *Prenez Racines !* le présente comme un jardin partagé et non comme un projet artistique. Malgré une certaine forme d'autonomie et d'autogestion et la naissance d'initiatives personnelles, les habitants tendent vers une structuration. Cette demande d'organisation est d'ailleurs soutenue par les acteurs techniques qui ont manifesté à plusieurs reprises leur souhait de voir les habitants « se monter en association ».

En résumé, ce projet fait cohabiter cadre formel et participation informelle et s'appuie sur sa situation hors les murs et hors des cadres. Bien sur, la sphère politique et les techniciens instrumentalisent en partie *Prenez Racines !*, l'utilisant à des fins politiciennes ou techniques mais la plupart du temps l'artiste joue lui-même sur la confusion entre ce qui est dans le cadre et ce qui est hors du cadre et donne à voir des espaces informels, interstitiels d'expression donnant cours à un renouvellement des façons de construire la ville ensemble. Cette participation contributive oscille donc entre informalité et institutionnalisation et se fonde sur un ensemble de tensions.

[1] Thierry BOUTONNIER, « Rencontres *Prenez Racines !* », Musée Gadagne, Lyon, 29 mars 2013

Conclusion

La participation contributive et les espaces informels de participation ne concernent pas une situation où les habitants feraient figure de participants, mais bien une contribution où chacun prend part, apporte et reçoit un bénéfice en agissant. Elle est sous-tendue par l'idée d'une sociabilité, d'une association fondée sur l'égalité, la réciprocité et la dimension informelle des échanges.

Les participants font preuve de « tact » et peuvent exprimer hors cadres leur liberté d'action. La spécificité de ce projet tient dans les stratégies de détournement et de réemploi des modes de faire et des langages des autres acteurs.

Bien que l'institutionnalisation soit utilisée par l'artiste comme une contrainte de création et un moyen de faire participer les habitants au projet, et détournée, cette participation spécifique et informelle montre certaines limites. Le projet est parfois utilisé comme un outil de communication par les institutions et l'artiste lui-même, de mobilisation et de contrôle des actions publiques, créant des représentants légitimes reconnus implicitement et d'autres qui ne le sont pas (Godbout, 1987, Calame, 2012). En effet, le projet par sa nature impertinente touche surtout des habitants déjà mobilisés et engagés par ailleurs. On est donc assez loin de la mixité prônée par les politiques de la ville et encore plus loin d'une forme de représentativité car *Prenez Racines !* « ne touche pas les bonnes personnes »[1]. Des tentatives de rattrapage, de détournement sont à l'œuvre chez l'ensemble des acteurs du projet. Le fait que cette participation repose sur une prise part et une contribution suppose qu'on ne puisse atteindre une représentativité parfaite. Enfin, la difficulté à faire évoluer les dispositifs eux-mêmes rend complexe la visibilisation des participants des quartiers d'habitat social. Malgré cela, cet exemple, bien que singulier, est caractéristique de formes de participation alternatives qui s'expérimentent dans le champ particulier de projets artistiques dans des quartiers d'habitat social.

[1] Entretien avec Marie-Françoise DEHARO, adjointe à la culture de la Mairie du 8e arrondissement de Lyon, 10 mars 2013

Cette forme de participation est donc menacée par des tentatives de récupération car elle transforme les rapports de force et les logiques consensuelles, en proposant de nouveaux modes d'actions et de décision, en dehors des dispositifs participatifs traditionnels, dans lesquels des acteurs invisibles tels que les habitants peuvent trouver une liberté d'action et de mobilisation. La légitimation des acteurs tant qu'elle est fondée sur une hiérarchie et un système de valeurs dicté par l'institution est rendue difficile. Toutefois bien que la portée politique de cette participation soit avérée, il n'en reste pas moins qu'elle ne sert pas un intérêt général décidé par les élus, mais la construction d'un intérêt général négocié, d'un bien commun. Ce dernier n'est alors pas un bien consensuel commun à tous, mais un bien fabriqué par une communauté qui se révèle dans les interstices, les mouvements et les multiplicités culturelles.